

EDITORIAL

Politique sociale

LA phrase est sur toutes les lèvres dans les quartiers commerçants: «Ça va encore recommencer».

On l'aura deviné, c'est du commerce à la sauvette dont parlent les gens, qui promettent de se charger eux-mêmes de chasser les ambulants, faux pauvres et vrais casseurs d'affaires. Il faut espérer qu'il ne s'agit que de rodomontades et que personne n'en viendra aux mains. Un mort suffit.

Soyons clairs. Dans les quartiers de commerce chics et luxueux, la question ne se pose pas: les usagers ont les capacités de pression qu'il faut pour que les pouvoirs publics locaux et centraux ne laissent pas le phénomène commencer. Nul besoin de brutalité, pas même nécessaire d'élever la voix. Les vendeurs ambulants n'ont même plus l'idée d'y aller.

Rien de tel dans les quartiers moyens pourtant majoritaires. Le pouvoir d'achat, nouveau, attire le commerce sauvage. Or, peu de chose, dans la manière d'appliquer la réglementation, ne va le décourager.

Pas étonnant que les couches moyennes du Maroc nourrissent une telle défiance face aux pouvoirs publics. Pas étonnant qu'elles recherchent dans des promesses politico-religieuses l'esprit de justice qu'elles ne trouvent pas devant chez elles.

Les résidents de ces quartiers ne sont pas des pauvres, tout en gérant au plus près leur budget. La majorité d'entre eux sont des entrepreneurs. Ils savent exactement ce que veut dire «gagner sa vie». Ils savent que ce n'est pas facile.

Ils supportent de plus en plus difficilement qu'on appelle «politique sociale», des immeubles mal construits, sans espaces verts ni parking, des rues mal entretenues... Et voilà que la menace du commerce ambulant réapparaît.

La solution d'Al Hoceïma n'est pas dans le bradage général des règles. Il n'existe rien de bon sur la route de la négligence. Bien au contraire. □

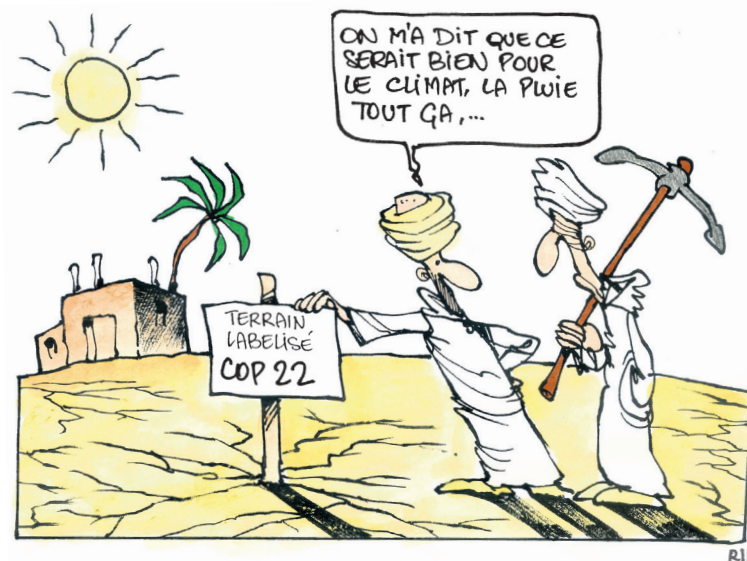
Nadia SALAH

Alerte, les barrages au plus bas

• Au 1er novembre, le remplissage moyen était de 43%

• La campagne céréalière pourrait être compromise faute de précipitations

Voir page 2



Enseignement

Les renforts arrivent

L'INTERVENTION royale pour débloquer la crise de la rentrée scolaire donne ses premiers effets. L'Education nationale annonce l'ouverture de 11.000 postes supplémentaires. Le recrutement se fera majoritairement parmi les licenciés qui pourront rejoindre leurs classes dès le 19 décembre. L'effectif reste, cela dit, en deçà des besoins. □

Voir page 14

■ Presse: Ramid prépare les tribunaux à la censure

Voir page 27

■ Comment stopper la corruption

Voir page 15

Votre courrier pages 20 & 21



Supplément COP22
En kiosque avec L'Economiste
Lundi 7 novembre 2016